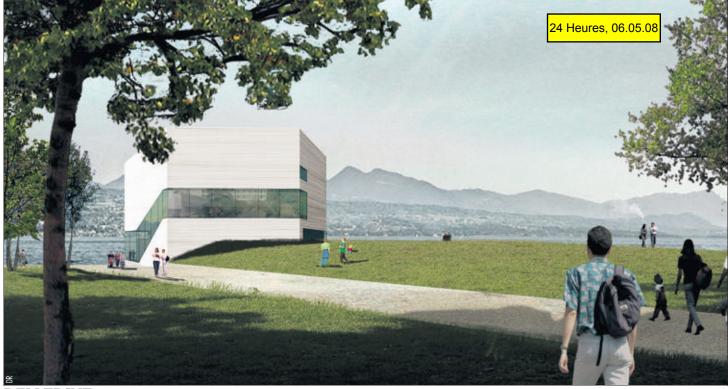
L'heure de vérité pour le Musée des beaux-arts



BELLERIVE Le nouveau Musée cantonal des beaux-arts subit son examen de passage aujourd'hui devant le Grand Conseil. Un oui massif à son crédit d'étude lui permettrait de voir s'éloigner la menace d'un référendum.

GRAND CONSEIL

Les députés vont débattre aujourd'hui du crédit d'étude pour le bâtiment de Bellerive. Entre les menaces de référendum et les appels aux abstentions pour faire capoter le vote, le débat s'annonce chaud.

MEHDI-STÉPHANE PRIN

e projet de nouveau Musée des beaux-arts joue son avenir aujourd'hui au Palais de Rumine, à Lausanne. Le Grand Conseil se penche sur l'octroi d'un crédit d'étude de 340 000 francs pour mettre la touche finale aux plans du bâtiment de Bellerive. Sauf énorme surprise, l'acceptation de ce montant ne fait guère de doute. En revanche, l'ampleur de ce oui conditionnera l'avenir de ce projet décrié pour son emplacement au bord du lac. Hier, la nuit des longs couteaux battait son plein pour les opposants, bien décidés à convaincre un maximum de députés de s'abstenir au moment du vote. Histoire de préparer le terrain à un futur référendum, en prétextant un dossier passé à la raclette au législatif.

Une colère judiciaire

Alors que la présentation de nouvelles images de synthèse du Musée des beaux-arts ce printemps semblait calmé les critiques, une nouvelle carte vient brouiller le jeu politique. La décision de la Cour administrative du Tribunal cantonal de débouter, pour un problème de forme, les opposants au plan cantonal d'affection de Bellerive a provoqué une nouvelle poussée de mauvaise humeur. C'est le cas du député et vice-président des Verts vaudois, Yves Ferrari.

«Comme la justice a refusé de se prononcer sur le fond, le Conseil d'Etat doit donner de solides garanties par rapport aux griefs des opposants. Les Verts se sont battus pendant très longtemps contre le bétonnage, nous n'allons pas maintenant laisser construire quelque chose qui ne respecte pas les règles, même s'il s'agit d'un projet pour la culture.»

De leur côté, les radicaux font désormais front commun derrière le projet, mais ils posent tout de même deux conditions: une amélioration des transports publics pour se rendre à Bellerive et une valorisation du Palais de Rumine. Bref, l'heure du grand oral a sonné pour la conseillère d'Etat Anne-Catherine Lyon et son projet de Musée cantonal des beaux-arts.

La magistrate a, en revanche, peut de chance de convaincre les députés UDC, selon leur chef de groupe Pierre-Yves Rapaz. «Certains n'en veulent pas pour des raisons architecturales et urbanistiques. De mon côté, je vais plus loin en estimant que ce projet est tout simplement inutile au canton. Je me considère comme un anorexique de la culture.»

Pétition pour le musée

Les libéraux, en revanche, sont à une large majorité favorables au projet. Même si quelques Lausannois voteront contre pour torpiller son emplacement au bord du lac. A gauche, les socialistes diront oui comme un seul homme derrière leur ministre Anne-Catherine Lyon. Cette dernière peut également compter sur le soutien des milieux culturels vaudois, qui viennent de s'engager publiquement en faveur du Musée cantonal des beaux-arts. Une pétition circule pour sa réalisation, déjà signée par 133 personnalités et artistes. ■